

Les crédits

L'INDUSTRIE DES ARMEMENTS

M. Nelson A. Riis (Kamloops): D'autres électeurs de Kamloops, en Colombie-Britannique, sont très préoccupés de l'apparente militarisation croissante de l'économie canadienne, tendance favorisée par le gouvernement fédéral. Ils demandent à celui-ci de revenir à la raison et de se retirer de ces activités incroyablement nocives qui favorisent l'expansion de l'industrie des armements au Canada.

* * *

[Français]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

L'hon. Jean J. Charest (ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, si la question n° 34 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

M. le vice-président: La Chambre désire-t-elle que la question n° 34 soit réputée transformée en ordre de dépôt de document?

Des voix: D'accord.

[Texte]

LES PRÊTS OU SUBVENTIONS À SCARBOROUGH OUEST

Question n° 34—**M. Wappel:**

Pour a) 1984, b) 1985, c) 1986, d) 1987, e) 1988, des particuliers, des groupements ou des sociétés de la circonscription électorale de Scarborough-Ouest ont-ils bénéficié de prêts ou de subventions du gouvernement, de ses organismes ou de sociétés d'État et, dans l'affirmative (i) quels particuliers, groupements ou sociétés, (ii) à combien s'élevaient les prêts ou subventions, (iii) pour quel motif ces fonds ont-ils été octroyés?

(Le document est déposé.)

[Français]

M. Charest: Je demande, monsieur le Président, que les autres questions soient réservées.

M. le vice-président: Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.

M. le vice-président: Je désire informer la Chambre qu'à cause de la déclaration ministérielle, les Ordres émanant du gouvernement seront prolongés de 16 minutes.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—LES SERVICES DE TRAIN DE VOYAGEURS

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Tobin:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour ses politiques punitives et à court terme visant à éliminer les services de trains de voyageurs au Canada en dépit du fait que ces services sont essentiels au développement des collectivités dans toutes les régions du Canada.

M. Les Benjamin (Regina—Lumsden): Monsieur le Président, avant que ne commence mon temps de parole, je voudrais invoquer le Règlement. Le ministre des Transports (M. Bouchard) ne s'étant pas présenté pour la période de questions et d'observations. . .

Une voix: Règlement.

M. Benjamin: . . . qui devait suivre son discours, pouvons-nous adresser des questions à un autre ministre?

M. le vice-président: Malheureusement, non. Le débat doit se poursuivre avec l'intervention du député de Regina—Lumsden.

M. Cooper: Monsieur le Président, je crois savoir que le ministre des Transports s'est excusé auprès des deux partis de l'opposition de ne pouvoir assister à la deuxième partie du débat, mais il était présent ce matin. Je tenais à le signaler à la Chambre.

M. Benjamin: Monsieur le Président, vous venez de m'apprendre quelque chose. En 1977, après avoir étudié le crédit de un dollar qui établissait VIA Rail Canada Limitée et l'avoir vu fonctionner pendant les deux premiers mois, j'ai affirmé que «VIA Rail était vouée à l'échec». Mes prédictions se réalisent 12 ans plus tard.

Avant même que la société vende son premier billet et que parte le premier train, elle était en déficit de 100